

Brochure n° 3326

**Convention collective nationale**

IDCC : 2494. – **COOPÉRATION MARITIME**

AVENANT N° 4 DU 26 NOVEMBRE 2008

À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *ASET0950008M*

IDCC : 2494

**Article 1<sup>er</sup>**

Le champ d'application défini par l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale de la coopération maritime est complété comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>

*Champ d'application*

La présente convention collective, conclue conformément aux dispositions de l'article L. 133-1 du code du travail, règle pour l'ensemble du territoire national métropolitain les rapports entre les salariés et les employeurs relevant des activités suivantes :

- les coopératives maritimes régies par la loi du 20 juillet 1983 et exerçant une activité d'avitaillement, d'armement, de gestion, de mareyage, de cultures marines, de conserverie, de mécanique et plus généralement aux coopératives exerçant une activité dans le domaine maritime ;
- les organisations de production de pêche et cultures marines ;
- les sociétés quelle que soit leur forme juridique dont le capital est détenu majoritairement par une ou plusieurs coopératives maritimes, et exerçant une activité dans l'un des domaines susvisés ;
- les structures juridiques suivantes et leurs filiales dont l'activité est exclusivement liée à celle des coopératives maritimes :
  - les associations régionales de développement économique des coopératives maritimes (ARDECOM) ;

- la coopération maritime et ses filiales ;
- le centre de gestion de la pêche artisanale (CGPA) ;
- l’association pour l’investissement et le développement de la pêche artisanale (ASSIDEPA) ;
- CECOMER ;
- l’association de prévoyance maritime (APMAR) ;
- le centre d’études et de formation de la pêche artisanale (CEFPA) ;
- les associations de gestion et de comptabilité affiliées à la coopération maritime. »

## **Article 2**

Le 2<sup>e</sup> alinéa de l’article 7 de la convention collective est modifié comme suit :

« La commission paritaire nationale a pour but et rôle d’interpréter la convention collective ainsi que de valider dans les conditions prévues par l’article L. 2232-21 du code du travail les accords d’entreprise conclus avec les membres titulaires des institutions représentatives du personnel.

Elle vérifie à cette occasion que l’accord collectif n’enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables. »

## **Article 3**

Le premier alinéa de l’article 15 est modifié comme suit :

- « – 2 mois pour les ouvriers et employés ;  
 – 3 mois pour les agents de maîtrise ;  
 – 4 mois pour les cadres. »

Le 4<sup>e</sup> alinéa de l’article 15 est modifié comme suit :

« Pendant la période d’essai, l’employeur et le salarié peuvent mettre fin à la relation contractuelle sous réserve de respecter le préavis prévu par les dispositions légales en vigueur. »

Les autres dispositions de l’article 15 sont inchangées.

## **Article 4**

L’article 22 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« L’entreprise pourra avoir recours aux heures supplémentaires dans la limite de 250 heures par an et par salarié.

Elle informera et consultera le cas échéant les institutions représentatives du personnel avant la mise en place d’heures supplémentaires. »

## **Article 5**

Le dernier alinéa de l’article 23 de la convention collective est annulé.

## Article 6

La grille de salaire applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2009 est la suivante :

### *Ouvriers et employés*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
I	1	15 852
	2	16 021
II	1	16 804
	2	18 046
III	1	18 698
	2	19 876

### *Agents de maîtrise*

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
IV	21 355
V	25 032

### *Cadres*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
VI	A (moins de 3 ans dans la fonction)	26 042
	B (plus de 3 ans dans la fonction)	29 297
VII	A (moins de 3 ans dans la fonction)	28 211
	B (plus de 3 ans dans la fonction)	32 225
VIII		35 806
IX		40 689

### **Article 7**

*Date d'effet*

Le présent accord prendra effet dès sa signature.

### **Article 8**

*Extension*

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 26 novembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Fédération nationale syndicale des coopératives maritimes (FNSCM).

#### **Syndicats de salariés :**

FNAA CFE-CGC ;

Fédération nationale des syndicats maritimes CGT ;

CFTC.